



Circulaire technique

Prévention et gestion des déchets produits par Voies navigables de France



Date de création : 31/03/2003

Dernière mise à jour : 14/10/2014

Rédacteur

Grégory DECOSTER

Chargé de qualité

Vérificateur

Didier SACHY

Directeur de l'infrastructure, de l'eau et de l'environnement

Approbateur

Marc PAPINUTTI

Directeur général

Champ d'application : Cette circulaire s'applique à l'ensemble de l'établissement.

1. Contexte, enjeux et orientations de VNF

2. Cadre réglementaire de la prévention et gestion des déchets

Réduire les déchets produits > 5 | Définitions, principes et hiérarchie des priorités en matière de prévention et de gestion des déchets > 6

Déchets relevant de la responsabilité élargie des producteurs (REP) > 7 | Responsabilités et obligations du producteur et détenteur > 8

3. Typologie et classification des déchets

Définitions > 9 | Propriétés qui rendent les déchets dangereux > 10 | Classification > 11

4. Manipulation, tri et stockage des déchets

Trier et stocker : principes à appliquer > 12 | Connaître les dangers : étiquetage des produits dangereux > 13

Connaître les dangers : pictogrammes de danger et incompatibilités entre produits > 14 | Connaître les dangers : fiche de données de sécurité (FDS) > 15

Manipuler les produits et les déchets : les équipements de protection individuelle (EPI) > 16 | Règles de dimensionnement des bacs de rétention > 17

5. Transport

Récépissé de déclaration de transport des déchets > 18 | Règles à respecter pour le transport de marchandises dangereuses en interne > 19

6. Collecte et traitement des déchets produits par VNF

Modes de gestion des déchets non dangereux > 20 | Modes de gestion des déchets dangereux > 21 | Avoir recours à un prestataire privé : contenu du contrat > 22-23

7. Gestion des déchets de chantier et des dépôts sauvages

Déchets de chantier : Règles et contenu du schéma organisationnel et de gestion des déchets (SOGED) > 24 | Dépôts sauvages : règles d'intervention sur le DPF > 25

Dépôts sauvages : règles d'intervention hors du DPF > 26

8. Traçabilité réglementaire

Règles générales > 27 | Bordereau de suivi des déchets dangereux (BSDD) : présentation et circuit > 28-29 | Registre de suivi des déchets > 30-31-32

Bordereau de suivi des déchets dangereux contenant de l'amiante (BSDA) > 33 | Bon d'enlèvement des huiles usagées > 34



= Réglementation à respecter



= Pour en savoir plus



= Définition



= Informations


= Indicateur de Performance
Environnementale

1. Contexte, enjeux et orientations de VNF

Contexte

Dans le cadre de ses missions d'exploitation, d'entretien, de maintenance, d'amélioration, d'extension des voies navigables et ses dépendances prévus par l'article L. 4311-1 et suivants du code des Transports, l'établissement Voies navigables de France gère des déchets en qualité de **producteur** ou parfois de **détenteur**.

Notion de « producteur et détenteur de déchets » selon l'article L. 541-1-1 du code de l'Environnement



Le **producteur de déchets** est la personne physique ou morale dont l'activité produit des déchets.

Le **détenteur de déchets** peut être un producteur de déchets ou toute autre personne qui se trouve en possession des déchets.

Déchets produits dans l'exercice des missions suscitées y compris les macrodéchets aquatiques d'origine naturelles (= embâcles) et les sédiments de dragage.

Cf. circulaire technique
sur les opérations de dragage



Déchets produits par tous les usagers et riverains de la voie d'eau
et

déposés dans un point de
collecte géré par VNF.

⇒ Responsabilité VNF engagée

abandonnés sur le domaine
public fluvial (DPF).

⇒ Responsabilité VNF non engagée

seulement si

« En l'absence de tout autre responsable, le propriétaire d'un terrain où des déchets ont été entreposés en est à ce seul titre, le détenteur au sens des articles L.541-1 et suivants du code de l'Environnement **à moins qu'il ne démontre être étranger au fait de leur abandon et ne l'avoir pas permis ou facilité par négligence ou complaisance** ».

Arrêt du 11 juillet 2012 - Cour de cassation - Troisième chambre civile (11-10.478)

La Cour de cassation a en effet décidé de permettre au propriétaire d'échapper à la qualification de détenteur des déchets qui se trouvent sur son terrain mais pas à n'importe quelles conditions. Il faut non seulement prouver :

« être étranger au fait de l'abandon »

et

« ne pas l'avoir permis ou facilité par négligence ou complaisance ».

Cela signifie, d'une part, qu'il ne faut pas avoir joué un rôle actif dans l'abandon des déchets.

Cela signifie, d'autre part, qu'il ne doit pas non plus avoir laissé les déchets s'accumuler sur le terrain sans rien faire.

1. Contexte, enjeux et orientations de VNF

Enjeux par rapport à l'entretien du domaine public fluvial

En qualité de gestionnaire de la voie d'eau, Voies navigables de France a une obligation d'entretien du réseau et du domaine public fluvial confié.

Définition de « l'entretien régulier » selon l'article L. 215-14 du code de l'environnement

« Sans préjudice des articles 556 et 557 du code civil et des chapitres Ier, II, IV, VI et VII du présent titre, **le propriétaire riverain est tenu à un entretien régulier du cours d'eau**. L'entretien régulier a pour objet de maintenir le cours d'eau dans son profil d'équilibre, de permettre l'écoulement naturel des eaux et de contribuer à son bon état écologique ou, le cas échéant, à son bon potentiel écologique, notamment par enlèvement des embâcles, débris et atterrissements, flottants ou non, par élagage ou recépage de la végétation des rives. »

Financement de l'entretien selon l'article L. 2124-11 du code général de la propriété des personnes publiques

« L'entretien, tel que défini aux articles L. 215-14 et L. 215-15 du code de l'environnement, des cours d'eau domaniaux et de leurs dépendances est à la charge de la personne publique propriétaire du domaine public fluvial. **Toutefois, les personnes qui ont rendu les travaux nécessaires ou y trouvent intérêt peuvent être appelées à contribuer au financement de leur entretien.** »

Voies navigables de France ne doit pas nécessairement assurer seul la charge financière de cet entretien.

Lorsque les déchets collectés sont principalement d'origine urbaine et que leur importance ne trouve pas sa justification dans le cadre de la fréquentation normale de la voie d'eau et de ses abords, il est indispensable que la commune/collectivité participe financièrement à l'intensification des travaux d'entretien rendue nécessaire.

Orientations de VNF

Objectif fixé dans la politique de développement durable de VNF adopté par délibération du CA du 8 décembre 2009

L'axe 3 de la politique de développement durable vise à « **Exploiter et entretenir la voie d'eau dans le cadre d'une gestion optimisée de la ressource en eau et respectueuse de l'environnement** ». Dans ce cadre, il est prévu notamment d' « **optimiser la gestion des déchets produits par ou pour VNF** ».

Voies navigables de France doit veiller au respect des directives explicitées dans la présente circulaire technique.

La mise en œuvre de la politique environnementale est évaluée par les indicateurs de Performance Environnementale (IPE). Ceux concernant la gestion des déchets sont repris dans cette circulaire et identifiés par le symbole suivant :



IPE

POUR EN SAVOIR +

- Politique de Développement Durable des Voies navigables de France
- Livret des indicateurs de Performance Environnementale (IPE)



2. Cadre réglementaire pour la prévention et gestion des déchets

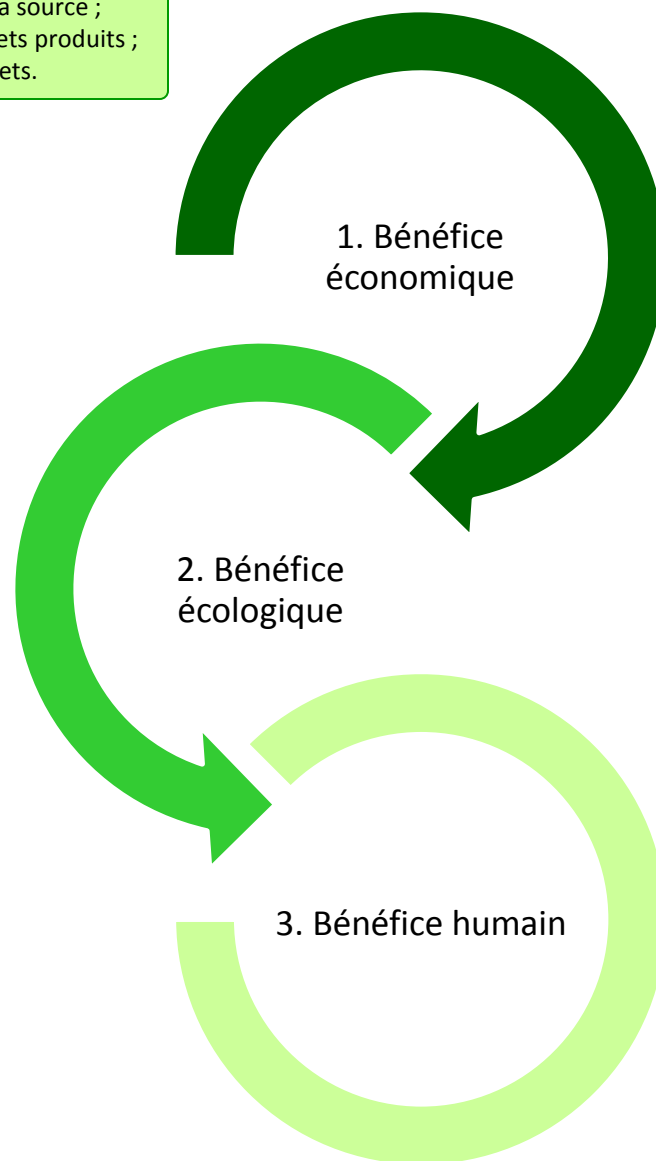
Réduire les déchets produits

La **prévention** consiste à agir avant que les déchets soient produits. Elle vise à :

- éviter de produire un déchet : réduction à la source ;
- réduire la dangerosité, la nocivité des déchets produits ;
- améliorer la facilité de traitement des déchets.

La prévention évite deux types d'impacts sur l'environnement :

- les **impacts amont**, c'est-à-dire ceux des étapes de production, transport, transformation et utilisation des matières et produits qui génèrent le déchet ;
- les **impacts aval**, c'est-à-dire ceux des étapes de la gestion du déchet (collecte, transport, traitement et/ou stockage).



Le coût de la collecte et du traitement ne représente que la partie émergée de l'iceberg du coût complet des déchets. Ce dernier doit tenir compte :

- **des coûts de production** (achat de matières et consommables dont proviennent les déchets)
- **des coûts de gestion interne** (charges de manutention et de stockage interne des déchets)
- **des coûts de gestion externe** (facturation de la collecte et le traitement des déchets)

La prévention agit directement sur ce coût complet car elle supprime à la fois les coûts de production et de gestion d'un déchet.

Un plan d'action sur les déchets doit être un projet qui fédère le personnel sur des objectifs écologiques et économiques motivants. Il renforce également l'image interne d'une entreprise.

Certaines actions comme l'optimisation du stockage des déchets ou la substitution de matières dangereuses améliorent la propreté des sites et réduisent les risques pour les salariés.

Encourager la réduction des déchets au travail est en cohérence avec les gestes et comportements demandés aux ménages dans le cadre d'une démarche éco-citoyenne.

2. Cadre réglementaire pour la prévention et gestion des déchets

Définitions, principes et hiérarchie des priorités en matière de prévention et de gestion des déchets (de 1 à 5)

1. Prévention

La **prévention de la production des déchets** se définit comme l'ensemble des mesures prises avant qu'une substance, une matière ou un produit ne devienne un déchet, lorsque ces mesures concourent à la réduction d'au moins un des items suivants :

- Réduction de la quantité de déchets générés, y compris par l'intermédiaire du réemploi ou de la prolongation de la durée d'usage des substances, matières ou produits ;
- Réduction des effets nocifs des déchets produits sur l'environnement et la santé humaine ;
- Amélioration de la facilité de traitement (par exemple en suivant une démarche d'éco-conception).

Extraction et/ou
conception

Transport

Distribution

Achat, utilisation et
gestion par le détenteur

Réemploi ¹

> Pas de statut de déchet (substance, matière, produit)

¹ **Réemploi (selon L. 541-1-1 du CE)** : toute opération par laquelle des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont utilisés de nouveau pour un usage identique à celui pour lequel ils avaient été conçus ;

² **Collecte (selon L. 541-1-1 du CE)** : toute opération de ramassage des déchets en vue de leur transport vers une installation de traitement des déchets ;

² **Collecte séparée (selon R. 541-49-1 du CE)** : collecte dans le cadre de laquelle un flux de déchets est conservé séparément en fonction de son type et de sa nature afin de faciliter un traitement spécifique ;

³ **Traitement (selon L. 541-1-1 du CE)** : toute opération de valorisation ou d'élimination, y compris la préparation qui précède la valorisation ou l'élimination ;

⁴ **Réutilisation (selon L. 541-1-1 du CE)** : toute opération par laquelle des substances, matières ou produits qui sont devenus des déchets sont utilisés de nouveau ;

⁴ **Préparation en vue du réutilisation (selon L. 541-1-1 du CE)** : toute opération de contrôle, de nettoyage ou de réparation en vue de la valorisation, par laquelle des produits ou des composants qui sont devenus des déchets sont préparés de manière à être réutilisés sans autre opération de prétraitement ;

Gestion des déchets (selon article L.541-1-1 du code de l'Env.)

La gestion des déchets s'entend comme la collecte, le transport, la valorisation et l'élimination des déchets, et, plus largement, toute activité participant de l'organisation de la prise en charge des déchets depuis leur production jusqu'à leur traitement final, y compris les activités de négoce ou de courtage et la supervision de l'ensemble de ces opérations .

Elle doit être réalisée sans mettre en danger la santé humaine et sans nuire à l'environnement, et notamment sans créer de risque pour l'eau, l'air, le sol, la faune ou la flore, sans provoquer de nuisances sonores ou olfactives et sans porter atteinte aux paysages et aux sites présentant un intérêt particulier.

*Ordre de priorité pour la
gestion des déchets*

2. Préparation en vue du réutilisation ⁴

3. Recyclage ⁵

4. Autre valorisation ⁶, notamment
valorisation énergétique

5. Elimination ⁷

Modes de traitement ³

Collecte (séparée ou non) ²
par la collectivité ou
opérateur spécialisé

> Statut de déchet

⁵ **Recyclage (selon L. 541-1-1 du CE)** : toute opération de valorisation par laquelle les déchets, y compris les déchets organiques, sont retraités en produits, matières ou substances aux fins de leur fonction initiale ou à d'autres fins. Les opérations de valorisation énergétique des déchets, celles relatives à la conversion des déchets en combustible et les opérations de remblaiement ne peuvent pas être qualifiées d'opération de recyclage ;

⁶ **Valorisation (selon L. 541-1-1 du CE)** : toute opération dont le résultat principal est que des déchets servent à des fins utiles en substitution à d'autres substances, matières ou produits qui auraient été à une fin particulière, ou que des déchets soient préparés pour être utilisés à cette fin, y compris par le producteur de déchets ;

⁷ **Elimination (selon L. 541-1-1 du CE)** : toute opération qui n'est pas de la valorisation même lorsque ladite opération a comme conséquence secondaire la récupération de substances ou d'énergie.

2. Cadre réglementaire pour la prévention et gestion des déchets

Déchets relevant de la responsabilité élargie des producteurs (REP)

Afin de développer le recyclage de certains déchets, il est nécessaire de les collecter sélectivement. Les politiques de collecte sélective et de recyclage des déchets s'appuient de plus en plus sur les filières dites de **responsabilité élargie des producteurs (REP)**. Le principe, qui découle de celui du pollueur-payeur, en est le suivant : les metteurs sur le marché français de produits (= les producteurs, les importateurs et les distributeurs pour les produits de leurs propres marques) ont l'obligation de prendre en charge, notamment financièrement, la collecte sélective puis le recyclage ou le traitement des déchets issus de leurs produits. Ils peuvent remplir leurs obligations :

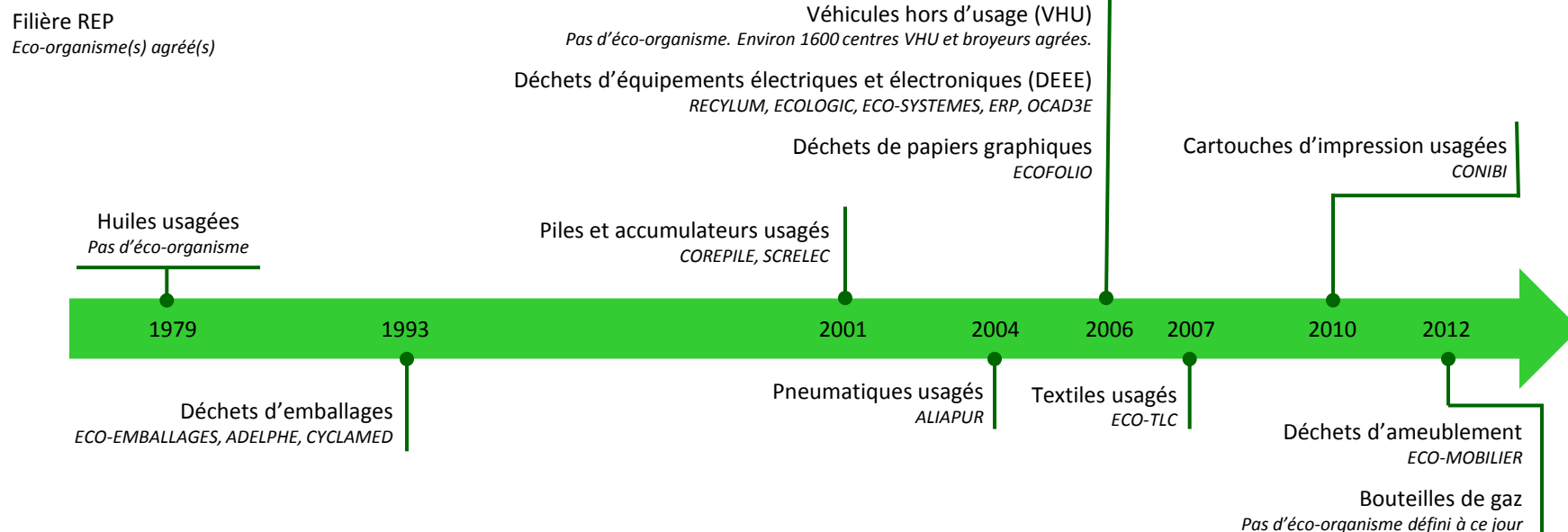
- soit individuellement, par la mise en place d'un système individuel de collecte et de traitement
- soit de manière collective en adhérant et en contribuant à un éco-organisme, auquel ils délèguent leurs obligations. En pratique, il s'agit de la solution la plus répandue.

Les produits usagés concernés par la REP sont principalement ceux dont la gestion en mélange posent des difficultés pour être recyclés ou valorisés et qui sont à l'origine de coûts de gestion importants :

- soit **du fait de leur quantité comme les emballages** ;
- soit **du fait de leur dangerosité comme les produits chimiques** ;
- soit **du fait de leur risque sanitaire dans le cas des déchets d'activité de soins à risques infectieux** ;
- soit **parce que leur valorisation est coûteuse et fait l'objet de pratiques non satisfaisantes** comme les pneumatiques.

Ces éléments sont renforcés par la complexité des produits usagés comme les équipements électriques et électroniques ou par leur dispersion comme les piles et accumulateurs qui renchérit leur gestion.

Les principaux flux de déchets concernés par la REP sont les :



2. Cadre réglementaire pour la prévention et gestion des déchets

Responsabilités et obligations du producteur et détenteur

Principe de responsabilité selon l'article L. 541-2 du code de l'Environnement

Toute personne qui produit ou détient des déchets est tenue d'en assurer ou d'en faire assurer la gestion conformément aux dispositions du code de l'environnement.

Tout producteur ou détenteur de déchets est responsable de la gestion de ces déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque le déchet est transféré à des fins de traitement à un tiers.

Tout producteur ou détenteur de déchets s'assure que la personne à qui il les remet est autorisée à les prendre en charge.



Principe de gestion selon l'article L. 541-2-1 du code de l'Environnement

Les producteurs de déchets, outre les mesures de prévention des déchets qu'ils prennent, et les détenteurs de déchets en organisent la gestion en respectant la hiérarchie des modes de traitement. > cf. page 5



Caractérisation et emballage des déchets dangereux selon l'article L. 541-7-1 du code de l'Environnement

Le producteur ou détenteur de déchets est tenu de caractériser ses déchets. Il est également tenu d'emballer ou de conditionner les déchets dangereux et d'apposer un étiquetage sur les emballages ou les contenants.



Collecte et transport

Obligation de collecte séparée si réalisable selon l'article L. 541-21-2 du code de l'Environnement

Tout producteur ou détenteur de déchets doit mettre en place un tri des déchets à la source et, lorsque les déchets ne sont pas traités sur place, une collecte séparée de leurs déchets, notamment du papier, des métaux, des plastiques et du verre, pour autant que cette opération soit réalisable d'un point de vue technique, environnemental et économique.



Déclaration d'activité de collecteur selon les articles R. 541-50 et L. 541-2 du code de l'Environnement

Le producteur de déchets doit vérifier que le collecteur auquel il fait appel a déclaré son activité en préfecture dès que sont dépassés les seuils par chargement de :

- 100 kg de déchets dangereux,
- 500 kg de déchets non dangereux.

Il doit mentionner dans le contrat que les déchets collectés doivent être dirigés vers des installations de traitement ou de valorisation appropriées.



Élimination dans des installations classées (ICPE) selon les articles L. 541-2, L. 541-22 et L. 541-25 du code de l'Environnement

Les producteurs de déchets sont tenus d'assurer ou de faire assurer leur gestion dans le respect de la réglementation et dans des conditions propres à éviter tout effet nocif sur l'environnement.

Suivi selon l'article L.541-7 du code de l'Environnement



Les producteurs de déchets doivent renseigner et conserver les informations relatives au circuit de traitement de leurs déchets :

- En émettant un bordereau de suivi des déchets dangereux qui assure leur traçabilité jusqu'au centre d'élimination, de regroupement ou de pré traitement
- En tenant à jour un registre de suivi des déchets : il permet de retracer par ordre chronologique les opérations relatives à l'élimination des déchets (production, expédition, réception ou traitement)

Interdictions selon les articles L. 541-3, L. 541-7-2 du code de l'Environnement

La liste présentée ci-après et non exhaustive.

Il est interdit :

- d'abandonner des déchets.
- de brûler des déchets à l'air libre,
- de mélanger des déchets dangereux de catégories différentes, des déchets dangereux avec des déchets non dangereux et des déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets.



3. Typologie et classification des déchets

Définitions



Notion de « déchet » selon l'article L. 541-1-1 du code de l'Environnement

« Toute substance ou tout objet, ou plus généralement tout bien meuble, dont le détenteur se défait ou dont il a l'intention ou l'obligation de se défaire » est un déchet.

Un déchet peut faire l'objet de typologies diverses en fonction ...

... de sa nature,

... de son origine.



Lexique à l'usage des acteurs de la gestion des déchets
Commissariat général au développement durable – Mai 2012



Déchets dangereux selon l'article R. 541-8 du code l'Environnement



Les déchets dangereux sont des déchets qui contiennent, en quantité variable, des éléments toxiques ou dangereux qui présentent des risques pour la santé humaine et l'environnement. Ils peuvent être de nature organique (solvants, hydrocarbures...), minérale (acides, boues d'hydroxydes métalliques...) ou gazeuse.

Un déchet est classé dangereux s'il présente une ou plusieurs des 15 propriétés de danger énumérées à l'annexe I de l'article R.541-8 du code l'environnement.



Déchets inertes

Les déchets inertes sont des déchets qui ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune autre réaction physique ou chimique avec l'environnement. Ils ne sont pas biodégradables et ne se décomposent pas au contact d'autres matières. Les définitions européennes qualifient ces déchets de déchets minéraux.



Déchets non dangereux

Les **déchets non dangereux** se définissent par défaut comme ne présentant pas les caractéristiques spécifiques des déchets dangereux, ni des déchets inertes. On les appelle également **les déchets non dangereux non inertes**.

... du système global de collecte et de traitement.



Déchets ultimes selon l'article L.541-2-1 du code de l'Environnement



Un déchet ultime « n'est plus susceptible d'être réutilisé ou valorisé dans les conditions techniques et économiques du moment, notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de son caractère polluant ou dangereux. »



Déchets des activités économiques selon l'article R. 541-8 du code de l'Environnement



« Tout déchet, dangereux ou non dangereux, dont le producteur initial n'est pas un ménage. »



« Déchets industriels spéciaux (DIS) deviennent des « déchets dangereux des activités économiques »

« Déchets industriels banals (DIB) » deviennent des « déchets non dangereux des activités économiques »



Déchets municipaux

Les déchets municipaux regroupent l'ensemble des déchets dont la gestion relève de la compétence de la collectivité.



Déchets assimilés

Les déchets dit assimilés regroupent les déchets des activités économiques pouvant être collecté avec ceux des ménages, eu égard à leurs caractéristiques et aux quantités produites, sans sujétions techniques particulières.



Déchets ménagers et assimilés

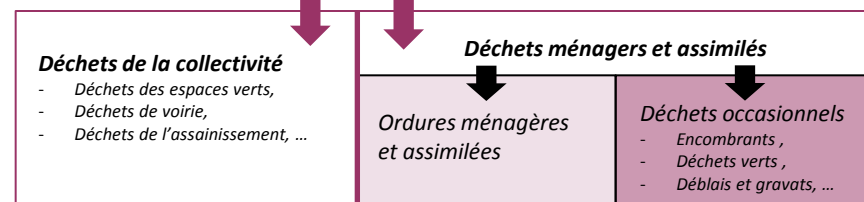
Il s'agit des déchets issus des ménages et des déchets assimilés.



Ordures ménagères et assimilées

Les ordures ménagères et assimilés sont les déchets ménagers et assimilés qui sont produits « en routine » par les acteurs économiques dont les déchets sont pris en charge par le service public de collecte des déchets (ordures ménagères résiduelles et déchets collectés sélectivement; soit en porte-à-porte, soit en apport volontaire). En sont exclus les déchets verts, les déchets d'encombrants, les déchets dangereux, les déblais et gravats, ... c'est-à-dire les déchets qui sont produits occasionnellement par les ménages et ce, quel que soit leur type de collecte.

Déchets municipaux



3. Typologie et classification des déchets

Propriétés qui rendent les déchets dangereux



Annexe I de l'article R. 541-8 du code de l'Environnement

H1 " Explosif " : substances et préparations pouvant exploser sous l'effet de la flamme ou qui sont plus sensibles aux chocs ou aux frottements que le dinitrobenzène.

H2 " Comburant " : substances et préparations qui, au contact d'autres substances, notamment de substances inflammables, présentent une réaction fortement exothermique.

H3-A " Facilement inflammable " : substances et préparations :

- à l'état liquide (y compris les liquides extrêmement inflammables), dont le point d'éclair est inférieur à 21 °C, ou
- pouvant s'échauffer au point de s'enflammer à l'air à température ambiante sans apport d'énergie ; ou
- à l'état solide, qui peuvent s'enflammer facilement par une brève action d'une source d'inflammation et qui continuent à brûler ou à se consumer après l'éloignement de la source d'inflammation ; ou
- à l'état gazeux, qui sont inflammables à l'air à une pression normale ; ou
- qui, au contact de l'eau ou de l'air humide, produisent des gaz facilement inflammables en quantités dangereuses.

H3-B " Inflammable " : substances et préparations liquides, dont le point d'éclair est égal ou supérieur à 21 °C et inférieur ou égal à 55 °C.

H4 " Irritant " : substances et préparations non corrosives qui, par contact immédiat, prolongé ou répété avec la peau et les muqueuses, peuvent provoquer une réaction inflammatoire.

H5 " Nocif " : substances et préparations qui, par inhalation, ingestion ou pénétration cutanée, peuvent entraîner des risques de gravité limitée.

H6 " Toxique " : substances et préparations (y compris les substances et préparations très toxiques) qui, par inhalation, ingestion ou pénétration cutanée, peuvent entraîner des risques graves, aigus ou chroniques, voire la mort.

H7 " Cancérogène " : substances et préparations qui, par inhalation, ingestion ou pénétration cutanée, peuvent produire le cancer ou en augmenter la fréquence.

H8 " Corrosif " : substances et préparations qui, en contact avec des tissus vivants, peuvent exercer une action destructrice sur ces derniers.

H9 " Infectieux " : matières contenant des micro-organismes viables ou leurs toxines, dont on sait ou on a de bonnes raisons de croire qu'ils causent la maladie chez l'homme ou chez d'autres organismes vivants.

H10 " Toxique pour la reproduction " : substances et préparations qui, par inhalation, ingestion ou pénétration cutanée, peuvent produire ou augmenter la fréquence d'effets indésirables non héréditaires dans la progéniture ou porter atteinte aux fonctions ou capacités reproductives.

H11 " Mutagène " : substances et préparations qui, par inhalation, ingestion ou pénétration cutanée, peuvent produire des défauts génétiques héréditaires ou en augmenter la fréquence.

H12 : Substances et préparations qui, au contact de l'eau, de l'air ou d'un acide, dégagent un gaz toxique ou très toxique.

H13 "Sensibilisant" : substances et préparations qui, par inhalation ou pénétration cutanée, peuvent donner lieu à une réaction d'hypersensibilisation telle qu'une nouvelle exposition à la substance ou à la préparation produit des effets néfastes caractéristiques. Cette propriété n'est à considérer que si les méthodes d'essai sont disponibles.

H14 " Ecotoxique " : substances et préparations qui présentent ou peuvent présenter des risques immédiats ou différés pour une ou plusieurs composantes de l'environnement.

H15 : Substances et préparations susceptibles, après élimination, de donner naissance, par quelque moyen que ce soit, à une autre substance, par exemple un produit de lixiviation, qui possède l'une des caractéristiques énumérées ci-avant.



3. Typologie et classification des déchets

Classification

La nomenclature des déchets est une liste unique des déchets qui figure à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'Environnement. Les déchets considérés comme dangereux sont signalés par un astérisque dans cette liste.

La liste n'est pas exhaustive et est réexaminée périodiquement. L'inscription sur la liste ne signifie pas que la matière ou l'objet en question soit un déchet dans tous les cas. L'inscription ne vaut que si la matière ou l'objet répond à la définition du terme "déchet" figurant à l'article L 541-1-1 du code de l'environnement.

Toutes les informations relatives aux déchets prévues par la réglementation doivent être fournies en utilisant les codes indiqués dans cette nomenclature.

Chaque déchet est ainsi désigné par un code à 6 chiffres :

XX XX XX *

Les 2 premiers chiffres correspondent à la catégorie d'origine.

Les 2 chiffres suivants précisent le secteur d'activité, le procédé ou les détenteurs dont il est issu.

Les deux derniers chiffres désignent le déchet.

Les déchets classés comme « dangereux » sont repérés par une astérisque.

Déchets des activités économiques

Classement par provenance

Oui

Non

Classement par nature

Oui

Non

Déchets en catégories spécifiques

Oui

Non

- 01 Carrières, mines et minerais
- 02 Agriculture, élevage, préparation aliments
- 03 Bois, meubles et papier carton
- 04 Cuir, fourrures et textiles
- 05 Pétrole, gaz et charbon
- 06 Chimie minérale
- 07 Chimie organique, pharmacie
- 08 FFDU Peintures, encres
- 09 Industrie photographique
- 10 Procédés thermiques
- 11 Traitement chimique de surface métaux
- 12 Traitement physique/mécanique de surface
- 17 Construction, démolition, sols pollués
- 18 Soins médicaux, vétérinaires, recherche associée
- 19 Gestion déchets, traitement de l'eau

- 13 Huiles et combustibles usagés
- 14 Déchets de solvants organiques, d'agents réfrigérants et propulseurs
- 15 Emballages, absorbants...

- Catégorie 16 :**
- 16 01 VHU
 - 16 02 DEEE
 - 16 03 Loupés de fabrication, produits non utilisés
 - 16 04 Déchets d'explosifs
 - 16 05 Gaz en récipient à pression
 - 16 06 Piles et accumulateurs

Déchets ménagers et assimilés

Déchets ménagers et assimilés

Oui

Non

Catégorie 20 : Déchets municipaux (déchets ménagers et assimilés provenant des commerces, industries et administrations)

Déchets non décrits ailleurs dans la liste

Oui

Codes dont les deux derniers chiffres sont 99 :
01 03 99, 01 04 99...

4. Manipulation, tri et stockage des déchets

Trier et stocker : principes à appliquer

Compte tenu des grands principes évoqués précédemment, le tri et le stockage doivent être mis en place afin de permettre une valorisation ultérieure pour les **déchets non dangereux**, ou une valorisation, une régénération ou une élimination dans les meilleures conditions pour les **déchets dangereux**.

Interdictions selon l'article L. 541-7-2 du code de l'Environnement

Il est donc interdit :

- le mélange de déchets dangereux de catégories différentes ;
- le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux ;
- le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets.



Un lot de **déchet non dangereux** souillé par un **déchet dangereux** devient un **déchet dangereux**.

Pour la bonne application du dispositif mis en place et pour garantir les meilleurs résultats au niveau du tri, il est impératif d'informer et de former le personnel.

Déchets non dangereux

Règles de gestion et de stockage :

1. Regrouper les déchets relevant d'une même filière de traitement ;
2. Adapter les capacités de stockage interne en fonction des quantités produites. Il est possible de compacter certains déchets pour réduire significativement les volumes ;
3. De préférence protéger les conteneurs des intempéries. En effet, l'eau mélangée aux déchets alourdit et risque d'augmenter le coût de la collecte et du traitement lorsqu'elle est facturée au poids ;
4. Eviter les mélanges impropres ;
5. Identifier clairement chaque conteneur ou chaque bac par des affichages (nom, photo du déchet, codes couleurs, etc.) et des pictogrammes facilitant le repérage de chaque déchet. Cette disposition facilite le tri des opérateurs et réduit les risques de mélanges impropres ;
6. Maintenir propres et dégagées les aires de stockage des déchets.

Il est fortement conseillé de prendre contact préalablement avec les prestataires pour savoir exactement comment préparer et conditionner les déchets.



Déchets dangereux

Règles de gestion et de stockage :

1. Ne jamais jeter des déchets dangereux solides ou liquides à la poubelle ou dans l'évier ;
2. Ne jamais mélanger les déchets dangereux ensemble ;
3. Stockez les séparément. Ils doivent être rangés dans un endroit dédié ;
4. Séparez-les des autres déchets. Ils doivent être identifiés et faire l'objet d'un traitement particulier ;
5. Etiquetez-les. Tous les conteneurs doivent disposer d'un affichage indélébile indiquant notamment la catégorie de dangers engendrés par le déchet et signalant, le cas échéant, les interdictions relatives aux manipulations, mélanges, etc,
6. Ne jamais réutiliser un emballage déjà souillé ;
7. Stocker les déchets liquides dangereux sur des bacs de rétention ;
8. Stocker les déchets solides dans des bennes transportables pour éviter la manipulation directe et faciliter la collecte ;
9. Ventiler de façon permanente l'aire de stockage ;
10. Protéger des eaux de pluie ;
11. Eloigner des lieux à risques (ex : les déchets inflammables ou explosifs ne doivent pas être stockés près d'une source chaude, ...) ;
12. Vérifier l'étanchéité du lieu de stockage et mettre à disposition à proximité immédiate du local de stockage du matériel de lutte contre les pollutions et les incendies
13. Choisir un site facile d'accès pour les véhicules qui viennent procéder à la collecte ;
14. Faites-les prendre en charge régulièrement ;
15. Informer le personnel des consignes de stockage, de manipulation.



Affiches « Déchets dangereux »



4. Manipulation, tri et stockage des déchets

Connaitre les dangers : étiquetage des produits dangereux

L'étiquette informe immédiatement l'utilisateur du produit . Pour décoder une étiquette, il faut :

1. regarder les pictogrammes (réglementation travail et transport éventuellement) qui signalent les dangers les plus importants ;
2. lire la mention d'avertissement qui indique le niveau de danger ;
3. lire attentivement les mentions de danger qui précisent les dangers particuliers des produits ;
4. prendre connaissance des conseils de prudence. Ils aident à définir les mesures de prévention.

Lire l'étiquette, c'est déjà se protéger.

Informations requises sur les emballages des substances et mélanges classés dangereux



Modèle d'étiquette d'un mélange

Identité du fournisseur

+ Identificateurs de produit

Pour les mélanges :

- Nom commercial ;
- Identité de certaines des substances contenues dans le mélange qui sont responsables de la classification.

Pour les substances :

- Nom chimique ;
- Numéro d'identification.

+ Pictogrammes de danger

cf. page 14

+ Mentions d'avertissement

On distingue 2 mentions :

- « **DANGER** » utilisé pour les catégories les plus sévères
- « **ATTENTION** »

+ Mentions de danger

Les mentions de danger sont codifiées dans la réglementation (lettre H suivie de trois chiffres).

Ex: *Susceptible de provoquer le cancer (H 351)*

+ Conseils de prudence

Il s'agit de recommandations à suivre. Chaque conseil de prudence est affecté d'un code composé de la lettre P suivie de trois chiffres.

Ex. *Utiliser l'équipement de protection individuelle requis (P 281)*

+ Informations supplémentaires dans certains cas

Elles complètent les informations fournies dans les mentions de danger et de conseils de prudence. Ces phrases sont codifiées EUH suivie de trois chiffres.

Ex. *L'exposition répétée peut provoquer dessèchement ou gerçures de la peau (EUH 066)*



Modèle d'étiquette d'une substance













4. Manipulation, tri et stockage des déchets

Connaitre les dangers : pictogrammes de danger et incompatibilités entre produits



Le règlement européen n°1272/2008 « CLP » (Classification, Labelling and Packaging) prévoit l'usage de nouveaux pictogrammes de danger. Ils comportent un symbole en noir sur fond blanc dans un cadre rouge. Ils ont la forme d'un carré debout sur la pointe. Au nombre de neuf, les pictogrammes sont destinés à communiquer des renseignements spécifiques sur certains dangers des produits.

Tableau des incompatibilités

						
	+	×	×	×	×	+
	×	+	×	×	×	●
	×	×	+	×	×	×
	×	×	×	●	×	×
	×	×	×	×	+	+
	+	●	×	×	+	+

+ compatibles
 × incompatibles
 ● compatibles sous conditions particulières

4. Manipulation, tri et stockage des déchets

Connaître les dangers : fiche de données de sécurité (FDS)

La **fiche de données de sécurité (FDS)** doit impérativement être présente sur votre lieu de travail. Elle apporte des informations supplémentaires :

- les mesures de premiers secours
- les mesures de lutte contre l'incendie
- les mesures à prendre en cas de rejet accidentel
- les précautions à prendre pour le stockage et la manipulation
- la stabilité et la réactivité du produit (conditions à éviter, matières à éviter, produits de décomposition dangereux,...)
- les codes des mentions de danger, conseils de prudence, ...

La FDS complète les informations de l'étiquette. Consultez-la !

La FDS est toujours structuré ainsi :

1. Identification de la substance/préparation et de la société/l'entreprise
 - 1.1. Identificateur de produit
 - 1.2. Utilisations identifiées pertinentes de la substance ou du mélange et utilisations déconseillées
 - 1.3. Renseignement concernant le fournisseur de la fiche de données de sécurité
 - 1.4. Numéro d'appel d'urgence
2. Identification des dangers
 - 2.1. Classification de la substance ou du mélange
 - 2.2. Eléments d'étiquetage
 - 2.3. Autres mélanges
3. Composition/informations sur les composants
 - 3.1. Substances
 - 3.2. Mélanges
4. Premiers secours
 - 4.1. Description des premiers secours
 - 4.2. Principaux symptômes et effets aigus et différés
 - 4.3. Indication des éventuels soins médicaux immédiats et traitements particuliers nécessaires
5. Mesures de lutte contre l'incendie
 - 5.1. Moyens d'extinction
 - 5.2. Dangers particuliers résultant de la substance ou du mélange
 - 5.3. Conseils aux pompiers
6. Mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle
 - 6.1. Précautions individuelles, équipement de protection et procédures d'urgence
 - 6.2. Précautions pour la protection de l'environnement
 - 6.3. Méthodes et matériel de confinement et de nettoyage
 - 6.4. Référence à d'autres rubriques
7. Manipulation et stockage
 - 7.1. Précautions à prendre pour une manipulation sans danger
 - 7.2. Conditions nécessaires pour assurer la sécurité du stockage, tenant compte d'éventuelles incompatibilités
 - 7.3. Utilisation(s) finale(s) particulière(s)
8. Contrôles de l'exposition/Protection individuelle
 - 8.1. Paramètres de contrôle
 - 8.2. Contrôles de l'exposition
9. Propriétés physiques et chimiques
 - 9.1. Informations sur les propriétés physiques et chimiques essentielles
 - 9.2. Autres informations
10. Stabilité et réactivité
 - 10.1. Réactivité
 - 10.2. Stabilité chimique
 - 10.3. Possibilité de réactions dangereuses
 - 10.4. Conditions à éviter
 - 10.5. Matières incompatibles
 - 10.6. Produits de décomposition dangereux
11. Informations toxicologiques
 - 11.1. Informations sur les effets toxicologiques
12. Informations écologiques
 - 12.1. Toxicité
 - 12.2. Persistance et dégradabilité
 - 12.3. Potentiel de bioaccumulation
 - 12.4. Mobilité dans le sol
 - 12.5. Résultats des évaluations PBT et vPvB
 - 12.6. Autres effets néfastes
13. Considérations relatives à l'élimination
 - 13.1. Méthodes de traitement des déchets
14. Informations relatives au transport
 - 14.1. Numéro ONU
 - 14.2. Nom d'expédition des Nations unies
 - 14.3. Classe(s) de danger pour le transport
 - 14.4. Groupe d'emballage
 - 14.5. Dangers pour l'environnement
 - 14.6. Précautions particulières à prendre par l'utilisateur
 - 14.7. Transport en vrac
15. Informations relatives à la réglementation
 - 15.1. Réglementations/Législations particulières à la substance ou au mélange en matière de sécurité, de santé et d'environnement
 - 15.2. Evaluation de la sécurité chimique
16. Autres informations

La FDS doit être fournie en langue française. Vérifier régulièrement la mise à jour de ces fiches (au moins une fois par an). Pour vous procurer les fiches manquantes, vous pouvez en faire la demande auprès de votre fournisseur ou fabricant ou à défaut la télécharger le site spécialisé Quick-FDS (www.quickfds.fr).

4. Manipulation, tri et stockage des déchets

Manipuler les produits et les déchets : équipement de protection individuelle (EPI)

L'article R.4321-4 du code du travail indique que l'employeur doit mettre à disposition des travailleurs, en tant que de besoin, les équipements de protection individuelle appropriés.

Les EPI doivent non seulement être adaptés aux risques encourus lors de l'exécution d'une tâche mais aussi aux risques liés aux conditions environnementales dans lesquelles le travail est accompli (environnement de travail bruyant, travail à proximité de l'eau, ...). En cas de risques multiples exigeant le port simultané de plusieurs EPI, ces équipements doivent être compatibles entre eux.

Afin de choisir correctement l'EPI adapté à la situation de travail, les risques doivent être correctement identifiés et évalués. Les EPI peuvent protéger :

la tête

Casque



Casquette anti-heurt



les yeux

et le visage

Lunettes et surlunettes



Ecran facial



les voies

auditives

Bouchons d'oreille



Casque arrêt du bruit



les voies

respiratoires

Masque filtrant



Masque à cartouches



le corps

Combinaison



les mains

et les bras

Gants



Protège-bras



les pieds

Chaussures



Bottes



L'énumération ci-dessus n'est pas exhaustive car vise seulement à communiquer des exemples des équipements dans chacune des catégories suscitées.

Ils peuvent permettre une protection contre les risques mécaniques, les risques chimiques, les risques thermiques, les risques de coupure, les ambiances thermiques, les ambiances sonores, ...

Concernant le risque chimique, les rubriques 7 et 8 de la fiche de données de sécurité (FDS) précisent les EPI qu'il est recommandé de porter lors de l'utilisation du produit chimique concerné.

En cas de doute sur le choix de l'EPI à utiliser, vous devez vous renseigner auprès de la personne compétente au sein de votre service.

Avant d'utiliser un EPI, vous devez contrôler son fonctionnement et son état hygiénique. De plus, pour certains EPI, vous devez également vérifier leur durée de vie et vous assurez de la réalisation des vérifications périodiques permettant de déceler toute défectuosité.

4. Manipulation, tri et stockage des déchets

Règles de dimensionnement des bacs de rétention pour le stockage des produits/déchets dangereux liquides

Le stockage des produits chimiques répond à des règles de sécurité strictes destinées notamment à protéger les opérateurs et l'environnement en cas de fuite. A cette fin, tout produit chimique stocké doit être placé sur une rétention. Les règles à respecter sont les suivantes :

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Le système de rétention doit être étanche aux produits qu'il pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides.

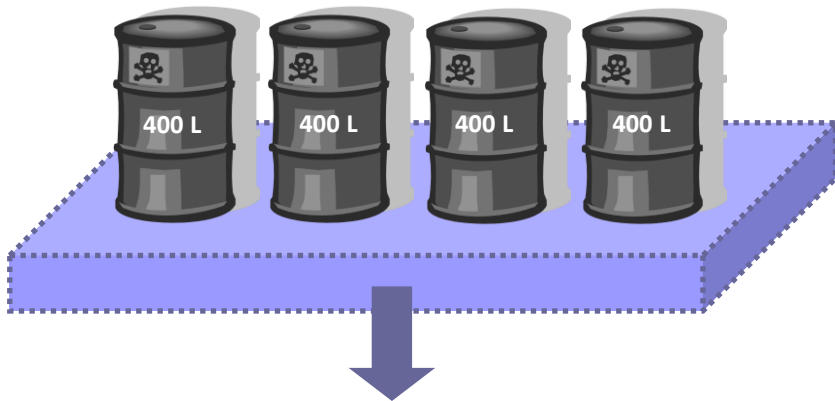
Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne doivent pas être associés à une même rétention (cf. *tableau des incompatibilités* > page 14).

La plupart des produits peuvent être stockés sur des rétentions en acier galvanisé ou peint. Les produits agressifs tels que les acides et les bases doivent être stockés sur des rétentions en polyéthylène ou en acier inoxydable.

Exemple n°1

Pour quatre fûts identiques de 400 L stockés ensemble

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir représente 400 litres
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés représente $(4 \times 400)/2 = 800$ L

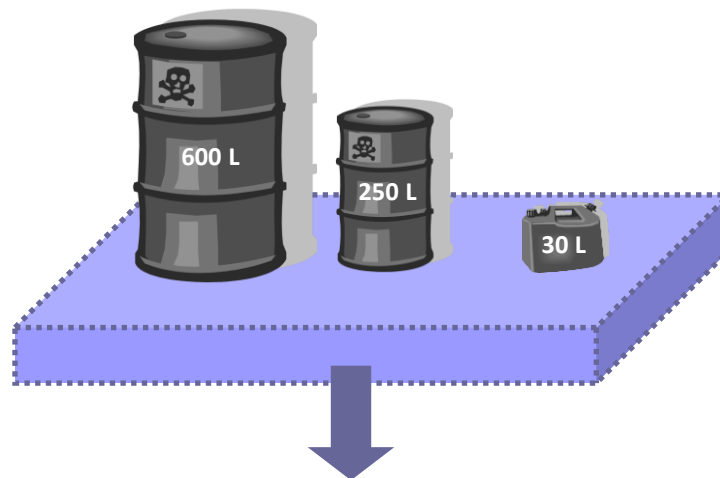


$400 < 800$: la capacité de rétention doit pouvoir contenir 800 L
soit 50 % de la capacité totale des réservoirs associés

Exemple n°2

Pour trois fûts de 600 L, 250 L et 30 L stockés ensemble

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir représente 600 litres
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés représente $(600 + 250 + 30)/2 = 440$ L



$600 < 440$: la capacité de rétention doit pouvoir contenir 600 L
soit 100 % de la capacité du plus grand réservoir

5. Transport des déchets

Récépissé de déclaration de transport des déchets

Que comporte le dossier de déclaration en préfecture ?

Le dossier de déclaration comporte notamment un engagement du déclarant :

- de ne transporter les déchets que vers des installations de traitement conformes à la législation des ICPE,
- de procéder à la reprise et à l'élimination des déchets transportés par ses soins qu'il aurait abandonnés, déversés ou orientés vers une destination non conforme à la réglementation relative au traitement des déchets,
- d'informer sans délai, en cas d'accident ou de déversement accidentel de déchets, le préfet territorialement compétent.



Que doit-on faire avec ce récépissé ?

Une copie du récépissé de déclaration doit être conservée à bord de chaque véhicule et être présentée à toute réquisition des agents chargés du contrôle.

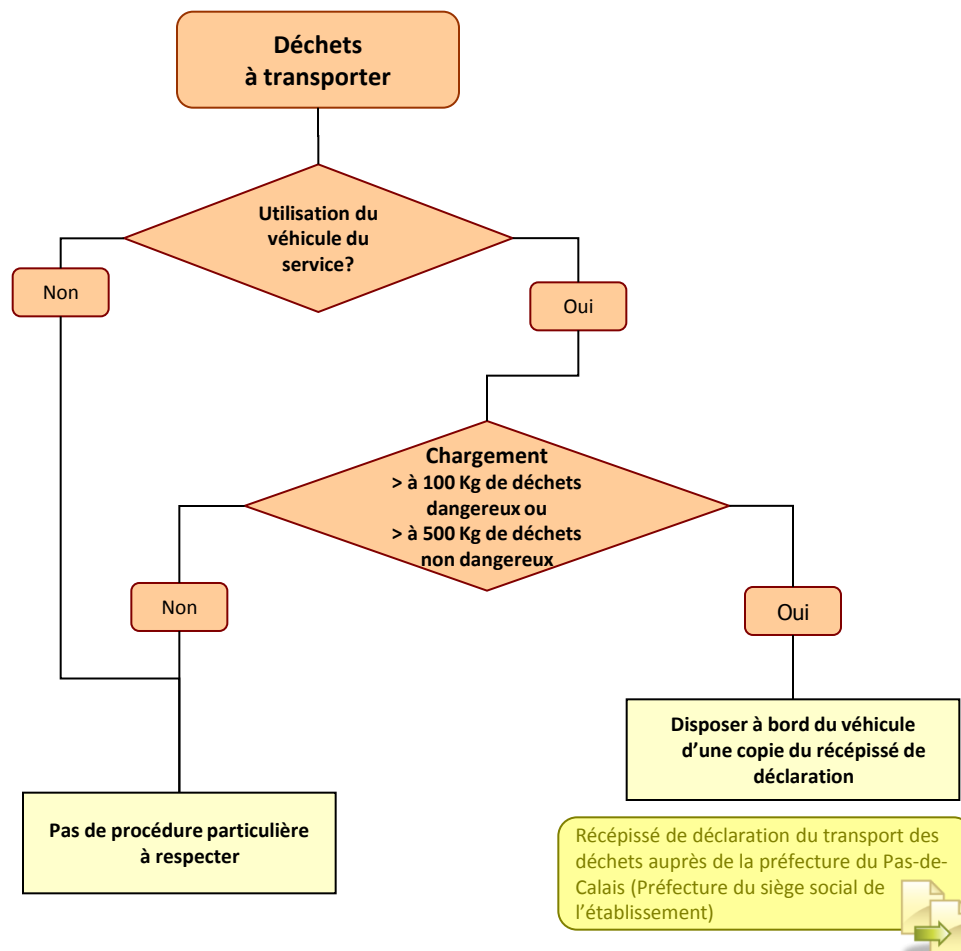
Quelle est sa durée de validité ?

La déclaration doit être renouvelée tous les cinq ans.

Qui n'est pas concerné par cette déclaration ?

Sont exemptés de cette obligation de déclaration :

1. les entreprises qui transportent les déchets qu'elles produisent et qui relèvent de la législation des installations classées ;
2. les entreprises effectuant uniquement la collecte d'ordures ménagères pour le compte de collectivités publiques ;
3. les entreprises qui transportent par route des terres non souillées, des déchets de briques, de béton, de tuiles, de céramiques et d'autres matériaux de démolition propres et triés, des gravats et des pierres ;
4. les collecteurs d'huiles usagées agréés.



REFERENCES REGLEMENTAIRES

R. 541-49 à R.541-61 du Code de l'environnement

Arrêtés du 12 août et du 9 septembre 1998 relatifs à la composition du dossier de déclaration pour les activités de transport, de négoce et de courtage de déchets.



5. Transport des déchets

Règles à respecter pour le transport de marchandises dangereuses en interne

Une marchandise est considérée comme dangereuse selon l'ADR (*Accord européen relatif au transport international des marchandises Dangereuses par Route*) lorsqu'elle présente un risque pour l'homme ou l'environnement. Elle peut être une matière, un objet, une solution, un mélange, une préparation ou **un déchet**.

L'ADR prévoit des dispenses d'applications totales ou partielles de ses règles. A titre d'exemple, certaines exemptions sont liées à la nature de l'opération de transport (§ 1.1.3.1, ADR) ou aux quantités transportées par unité de transport (§ 1.1.3.6, ADR).

Compte tenu d'une part des exemptions possibles à l'ADR et d'autre part des produits ou déchets dangereux couramment utilisés au sein de l'établissement, il est demandé de ne pas dépasser :

333 kilogrammes (pour les objets et matières solides)
333 litres (pour les liquides et les gaz comprimés) **de marchandises dangereuses cumulées par unité de transport.** *

* Ce seuil correspond à la quantité maximale autorisée pour les matières et objets appartenant au groupe d'emballage II pour bénéficier de l'exonération partielle de l'ADR au titre du § 1.1.3.6, ADR. Les déchets dangereux concernés sont les suivants :

- Pots de peintures, vernis, ... (20 01 27 * / UN 1263)
- Solvants (20 01 13 * / UN 1993)
- Filtres usagés à huile, gazole ou essence (16 01 07* / UN 3175)
- Acides (20 01 14 * / UN 3264)
- Bases (20 01 15 * / UN 3266)
- Aérosols (16 05 04 * / UN 1950)
- Piles en mélange (20 01 33 * / UN 3090)
- Batteries (20 01 33 * / UN 2794)

Les lubrifiants neufs comme usagés ne sont pas concernés par ce seuil.



Il faut respecter cependant :

- la présence des documents de transport (récépissé de déclaration de transport des déchets si le colis est un déchet)
- l'étiquetage et le marquage des colis,
- l'emballage conforme des colis,
- la calage et l'arrimage des colis,
- la présence à bord d'un extincteur, d'un triangle de présignalisation, d'un gilet de signalisation par membre d'équipage,
- le respect des règles de stationnement, respect de l'interdiction de chargement/déchargement sur la voie publique et interdiction de fumer à côté et dans les véhicules ainsi que pendant la manutention des colis.

6. Collecte et traitement des déchets produits par VNF

Modes de gestion des déchets non dangereux


Pour une typologie de déchet, il existe souvent plusieurs modes de gestion envisageables en fonction du volume de production, l'existence ou non d'une filière REP, de l'offre de service des communes ou collectivités.



Le tableau suivant synthétise ces possibilités :

Pour une typologie de déchet, il existe souvent plusieurs modes de gestion envisageables en fonction du volume de production, l'existence ou non d'une filière REP, de l'offre de service des communes ou collectivités.

Le tableau suivant synthétise ces possibilités :

Déchet (Code nomenclature)	Reprise par un éco-organisme agréé ou fabricant ou distributeur/fournisseur dans le cadre d'une filière REP		Cession par contrat à un prestataire spécialisé dans la collecte et/ou traitement du (ou des) déchet(s)		Reprise par le service de collecte et de traitement des communes/collectivités	
			Service de collecte porte-à-porte 	Déchèterie 	Point d'apport volontaire 	
Ordures ménagères et assimilées	NON	OUI	OUI	NON	NON	
Déchets d'emballages (15 01 --) si production hebdomadaire du site est inférieure à 1100 litres (selon R.543-66 et suivants du Code de l'Environnement)	NON	OUI	OUI	OUI	OUI	
Déchets d'emballages si production hebdomadaire du site est supérieure à 1100 litres <ul style="list-style-type: none">- En papier/carton (15 01 01)- En matières plastiques (15 01 03)- En bois (15 01 03)- En métal (15 01 04)- En mélange (15 01 06)	NON	OUI	NON	NON	NON	
Pneumatiques (16 01 03)	OUI	OUI	NON	OUI	NON	
Déchets verts (20 02 01)	NON	OUI	NON	OUI	NON	
Bois non souillés (20 01 38)	NON	OUI	NON	OUI	NON	
Ameublement	OUI	NON	OUI	OUI	NON	
Déchets de métaux ferreux et non ferreux <ul style="list-style-type: none">- Chutes de métaux (20 01 40)- Pièces d'usure d'installation (20 01 40)- Morceaux d'installations (20 01 40)	NON	OUI	NON	OUI	NON	

20




6. Collecte et traitement des déchets produits par VNF

Modes de gestion des déchets dangereux

Pour une typologie de déchet, il existe souvent plusieurs modes de gestion envisageables en fonction du volume de production, l'existence ou non d'une filière REP, de l'offre de service des communes ou collectivités.



Le tableau suivant synthétise ces possibilités :

Déchet (Code nomenclature)	Reprise par un éco-organisme ou fabricant	Cession par contrat à un prestataire spécialisé dans la collecte et/ou traitement du (ou des) déchet(s)	Reprise par le service de collecte et de traitement des communes/collectivités	Service de collecte porte-à-porte 	Déchèterie 	Point d'apport volontaire 
Matériaux souillés <ul style="list-style-type: none">- Chiffons souillés (15 02 02*)- Filtres à huile et carburant (16 01 07*)- Buvards/absorbants antipollution (15 02 02*)- Déchets graisseux (20 01 26*)- Cartouches de graisse (15 01 10*)- Aérosols (15 01 11*)- Emballages souillés (15 01 10*)	NON	OUI	NON	OUI	NON	
Huiles usagées <ul style="list-style-type: none">- Huiles hydrauliques (13 01 01* à 13 01 12*)- Huiles moteurs, de boîtes de vitesse et de lubrification (13 01 13* à 13 02 08*)	OUI	OUI	NON	OUI	NON	
Batteries, piles et accumulateurs (16 06 01* à 16 06 06*)	OUI	OUI	NON	OUI	OUI	
Equipements électriques et électroniques <ul style="list-style-type: none">- Outils électriques et électroniques (16 02 09* à 16 02 16)- Appareils ménagers (16 02 09* à 16 02 16)- Matériels d'éclairage (20 01 21* à 20 01 35*)- Cartouches d'impression usagées (08 03 17*)	OUI	OUI	NON	OUI	NON	
Solvants usagés <ul style="list-style-type: none">- Toluène, white spirit, acétone, méthanol (20 01 13*)- Contenu d'une fontaine à solvants (07 07 04*)	OUI	OUI	NON	OUI	NON	
Déchets diffus spécifiques (DDS) <ul style="list-style-type: none">- Liquide de refroidissement (16 10 01*)- Liquide de frein (16 01 13*)- Antigels (16 01 14*)- Déchets et pots de peinture (08 01 XX*)	NON	OUI	NON	OUI	NON	

21

6. Collecte et traitement des déchets produits par VNF

Avoir recours à un prestataire privé : contenu du contrat / cahier des charges (1/2)

Contenu du contrat

Les éléments présentés ici sont rédigés dans le souci d'indiquer les points incontournables du contrat. Il est donc possible de modifier, d'adapter et de compléter la rédaction de son contrat en fonction de ses besoins et de sa situation.

Informations générales

Objet du contrat

Le contrat a pour objet de fixer les conditions et les modalités des prestations pour la collecte et la valorisation ou le traitement des déchets.

Etendue et limites des prestations

Le contrat doit prévoir :

- une description de la nature des prestations envisagées ;
- les conditions de location, d'entretien et de sécurité du matériel ;
- les modalités de collecte ;
- la destination des déchets et la filière de traitement.

Informations spécifiques

Location de matériels (pas obligatoire)

Trois points importants sont à intégrer au contrat / cahier des charges :

- la liste du matériel et contenants loués par le prestataire. Pour chacun d'eux, préciser le type de contenants, les déchets concernés, la capacité de stockage admise (en masse et en volume), l'état et le lieu d'implantation ;
- lors de la mise en place, l'état du matériel et sa localisation doivent faire l'objet d'un procès-verbal ;
- un engagement du client à déposer les déchets dans les équipements prévus à cet effet, dans des conditions permettant de garantir la propreté du site et son accessibilité, notamment en prévenant des risques de débordement liés à un remplissage excessif.

Collecte des déchets

Cette rubrique doit préciser les modalités de la collecte ainsi que la description de la qualité et des quantités prévues par type de déchets. Par exemple :

Type de déchets : Emballage carton

Quantité annuelle attendue : 500 tonnes

Qualité attendue : Taux d'indésirables < 5 % du tonnage

En règle générale, les collectes sont effectuées sur demande du client, en fonction du taux de remplissage des contenants mais le contrat doit impérativement prévoir les modalités d'enlèvement.

Le prestataire doit s'engager à remettre au client, à chaque passage, un bordereau de suivi des déchets dangereux (pour les déchets dangereux) ou un bon d'enlèvement numéroté précisant la nature, les quantités et la destination des déchets enlevés.

Le client doit quant à lui, s'engager :

- à ce que les déchets ne soient ni souillés, ni mélangés à d'autres déchets ;
- à respecter les exigences de qualité décrites dans le contrat ;
- à ce que les emplacements réservés aux stockages soient dégagés afin que le prestataire puisse effectuer les enlèvements sans difficulté.



Attention !!! En cas de non-respect de ces engagements, le prestataire peut, soit refuser d'assurer la prestation, soit facturer le surcoût engendré.

6. Collecte et traitement des déchets produits par VNF

Avoir recours à un prestataire privé : contenu du contrat (2/2)

Informations spécifiques

Transport des déchets

L'activité de transport par route de déchets nécessite une déclaration à la préfecture du département du siège social du prestataire (en fonction des volumes et de la nature des produits transportés). Le contrat doit alors en faire mention et une copie des récépissés doit être jointe en annexe du contrat.

Destination des déchets

Type de déchet	Mode de valorisation, d'élimination ou de stockage	Coordonnées du destinataire	Date et lieu de la déclaration ou de l'arrêté d'autorisation du destinataire	Date de délivrance de l'agrément et préfecture ayant délivré (si nécessaire)
Déchet 1



Attention !!! Il est également important de prévoir d'éventuelles périodes d'indisponibilité des installations de traitement ou de stockage de déchets. Il appartient au prestataire de prévoir et mettre en œuvre les solutions alternatives aux destinations initialement envisagées, afin de garantir la pérennité de ses activités.

Aspects financiers

Rémunération et facturation des prestations

Le détail des prestations doit faire apparaître les éléments ci-contre :

Le contrat doit également faire mention des formules de révision des tarifs qui sont à discuter au cas par cas. Par exemple, les coûts de valorisation, pour certains types de déchets, peuvent être positifs ou négatifs selon l'évolution des cours des matières premières. Des déductions peuvent ainsi être faites directement sur la facture.

Facturation et paiement

Comme tous les contrats commerciaux, il s'agit de préciser la fréquence, le mode paiement et les échéances des factures.

Type de déchets	Déchet 1
Location de matériel (en € HT / mois)	...
Collecte (forfait horaire ou forfait à la rotation en € HT)	...
Tri / Conditionnement (en € HT / tonne ou m3)	...
Valorisation (à préciser) (en € HT/ tonne ou m3)	...
Stockage en CSDU ou autre type de traitement (en € HT / tonne ou m3)	...
Taxes diverses	...
TOTAL TTC	...

Responsabilités et assurances

Matériel

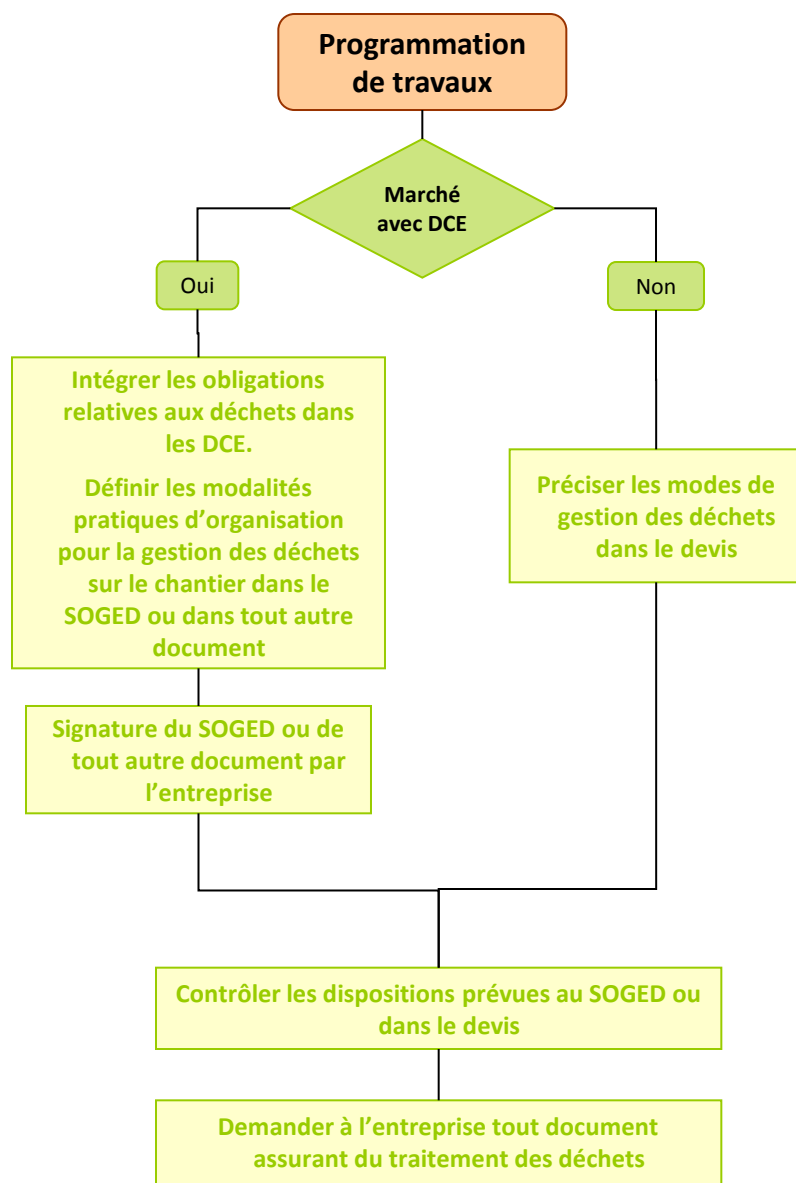
Généralement, le prestataire ne peut être tenu pour responsable d'un accident provoqué par l'utilisation du matériel loué sauf si il est prouvé que l'accident résulte d'un mauvais ou de l'absence d'entretien de sa part.

Assurance

En termes d'assurances, les parties s'engagent, classiquement, à prendre les polices nécessaires pour garantir et indemniser les biens et les personnes qui subiraient des dommages du fait de leurs obligations respectives.

7. Gestion des déchets de chantier et des dépôts sauvages

Déchets de chantier : règles et contenu du schéma organisationnel et de gestion des déchets (SOGED)



Le SOGED constitue le document de référence à tous les intervenants (maître d'ouvrage, entreprises, maître d'œuvre, etc.) traitant spécifiquement de la gestion des déchets du chantier.

Au travers du SOGED, l'entreprise intervenante expose et s'engage à respecter les modalités retenues pour assurer :

- les modes de gestion des déchets de chantier : méthodes retenues (non-mélanges, tri sur site si cela est possible, évacuation vers des structures adaptées) ; moyens mis en œuvre (bennes, stockage, localisation sur le chantier des installations, etc.) ; structures vers lesquelles les déchets seront acheminés (les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage).
- les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets (benne, stockage, localisation sur le chantier des installations, etc.), les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels seront acheminés les différents déchets, en fonction de leur typologie et en accord avec le gestionnaire devant les recevoir ;
- l'information, en phase travaux, du maître d'œuvre quant à la nature et à la constitution des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier ;
- les modalités retenues pour assurer le contrôle, le suivi et la traçabilité ;
- les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer des différents éléments de gestion des déchets.



Quand est-il complété par l'entreprise ?

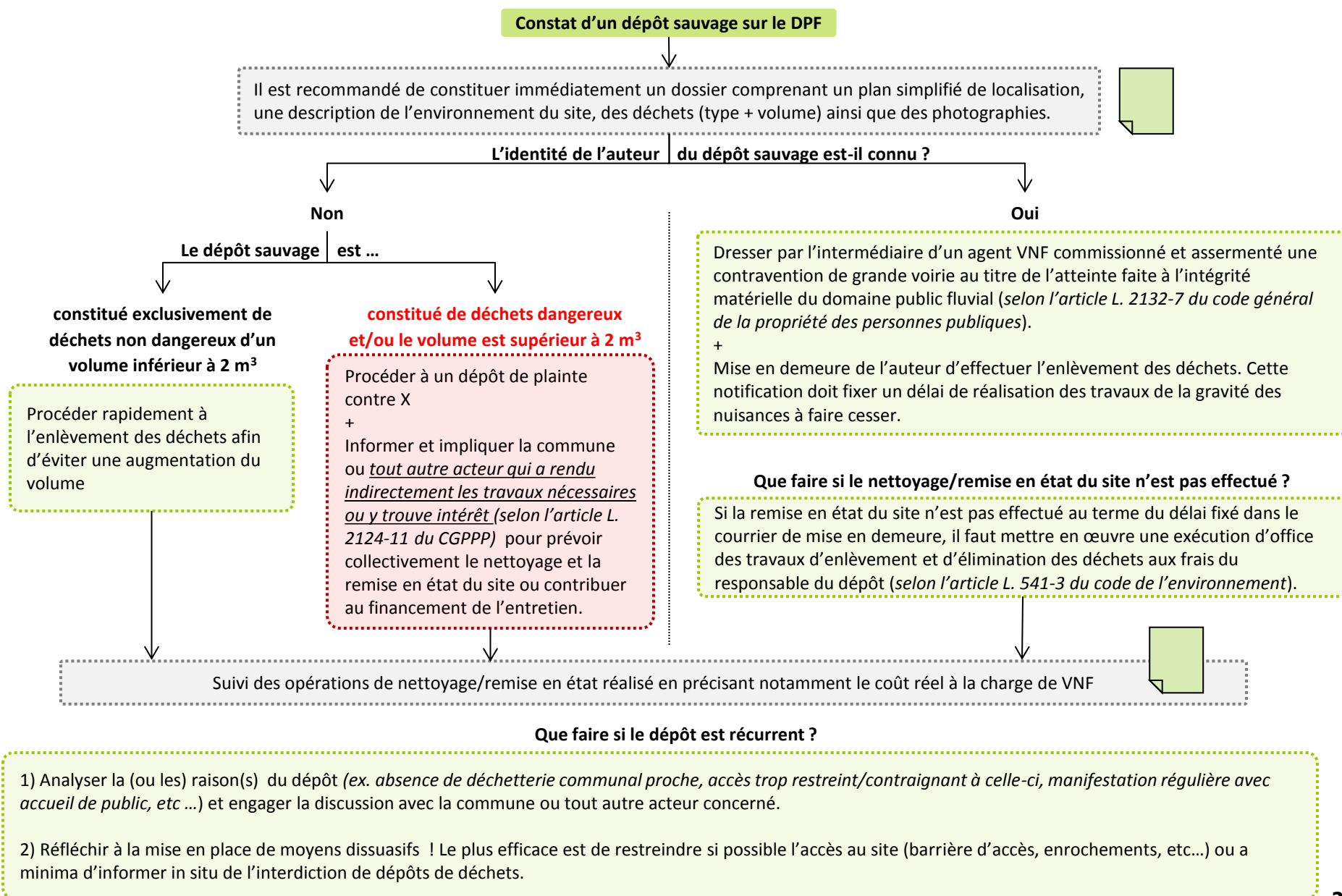
Le SOGED est complété par l'entreprise à partir d'un cadre préétabli intégré au dossier de consultation des entreprises (DCE) établi pour les travaux. Il est remis par entreprise avec son offre et mis au point définitivement en phase de préparation du chantier.

Il peut également être traité comme une partie de la démarche qualité et intégré dans le plan d'assurance qualité (PAQ).

7. Gestion des déchets de chantier et des dépôts sauvages

Dépôts sauvages : règles d'intervention sur le domaine public fluvial

Voies navigables de France **doit intervenir sur les dépôts sauvages de déchets** constatés sur le domaine public fluvial (DPF).



7. Gestion des déchets de chantier et des dépôts sauvages

Dépôts sauvages : règles d'intervention hors du domaine public fluvial

Hors du domaine public fluvial, Voies navigables de France n'a pas de responsabilité quant à l'enlèvement des déchets sauvages. Sur ce sujet, **l'absence de responsabilité de ne doit pas être synonyme d'inactivité** de l'établissement. Au-delà de l'impact visuel, les déchets peuvent générer, compte tenu de leurs caractéristiques, un risque de pollution de l'eau et du sol. Dès l'émergence d'une zone de dépôt, l'accroissement du volume de déchets peut être régulier voire rapide. Le dépôt peut ainsi s'étendre à terme sur le domaine de VNF, sans compter sur les conditions météorologiques qui vont disséminer les déchets les plus volatils. **Une intervention est inévitable avant « que le problème du voisin ne devienne notre problème ».**

Constat d'un dépôt sauvage à proximité immédiat du DPF

Si le volume est significatif ($> 1 \text{ m}^3$), il faut informer systématiquement l'autorité compétente.



Quelle est l'autorité compétente ?

Maire de la commune

Préfet de département

Président du Conseil général

L'autorité compétente est le maire de la commune si le dépôt est situé sur :

1. un terrain communal ;
2. un terrain privé (sans activité classée au titre des ICPE) ;
3. un chemin communal ;
4. La voie publique.

L'autorité compétente est le préfet si le dépôt est le fait d'une entreprise déclarée ou autorisée au titre de la réglementation ICPE.

L'autorité compétente est le président du Conseil général si le dépôt est situé sur les abords d'une route départementale.

REFERENCES REGLEMENTAIRES

L. 541-3 du code de l'environnement
L. 2224-17 du code général des collectivités territoriales
L. 2213-4 du code général des collectivités territoriales
R.632-1, R.644-2 et R.635-8 du nouveau code pénal



REFERENCES REGLEMENTAIRES

Articles L. 541-1 et suivants du code de l'environnement



8. Traçabilité réglementaire des déchets

Règles générales



PRINCIPALES REFERENCES REGLEMENTAIRES

BSDD: Articles R. 541-42 à R.541-48, R. 541-78, arrêté du 29 juillet 2005 modifié fixant le formulaire du bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article R.541-45 du CE et circulaire du 15 mai 2007, BO du Ministère de l'écologie n°2007/12 du 15 août 2007

Registre de suivi : Articles R. 541-43, R. 541 du CE et arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du CE

Déchet à traiter

Déchets dangereux ?

Oui

Non

Durées de conservation

Archivage pendant 5 ans :

- des BSDD, des BSDA ou des autres bordereaux ;

Archivage pendant 3 ans :

- du registre de suivi des déchets ;
- des contrats passés avec les entreprises agréées ;
- des copies des arrêtés préfectoraux des entreprises intervenantes sur la collecte et le traitement des déchets ;
- des factures liées au traitement des déchets.



IPE

> 2 indicateurs sur la traçabilité des déchets dangereux et non dangereux.

Déchets amiantés ?

Non

Oui

Huiles usagées ?

Non

Oui

Véhicules hors d'usage (VHU) ?

Non

Oui

Dépôt auprès d'un collecteur de petite quantité (< 100 kg) ou en déchèterie ?
ou dépôt de piles et accumulateurs usagés / déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) auprès d'un organisme agréé ?

Non

Oui

Emission d'un bordereau de suivi des déchets amiantés (BSDA)

CERFA n°11861

Cf. page 33

Collecte par un ramasseur agréé avec remise d'un bon d'enlèvement spécifique

Cf. page 34

Collecte par un centre VHU agréé avec remise d'un certificat de destruction

CERFA n°14365*01

Emission d'un bordereau de suivi des déchets dangereux (BSDD)

CERFA n°12571

Cf. page 28

Pas d'émission d'un bordereau de suivi des déchets dangereux (BSDD)

Cf. Exemptions page 28

Remplissage du registre de suivi des déchets

8. Traçabilité réglementaire des déchets

Bordereau de suivi des déchets dangereux (BSDD)



Formulaire CERFA n° 12571*01

Décret n°2005-635 du 30 mai 2005
Arrêté du 29 juillet 2005

Bordereau de suivi des déchets

Page n° /

- À REMPLIR PAR L'ÉMETTEUR DU BORDEREAU -

Bordereau n° :	
1. Émetteur du bordereau <input type="checkbox"/> Producteur du déchet <input type="checkbox"/> Collecteur de petites quantités de déchets relevant d'une même rubrique (joindre annexe 1) <input type="checkbox"/> Personne ayant transformé ou réalisé un traitement dont la provenance des déchets reste identifiable (joindre annexe 2) N° SIRET : [] [] [] [] [] [] [] [] NOM : Adresse : Tél : Mél : Personne à contacter :	2. Installation de destination ou d'entreposage ou de reconditionnement prévue Entreposage provisoire ou reconditionnement <input type="checkbox"/> oui (cadres 13 à 19 à remplir) <input type="checkbox"/> non N° SIRET : [] [] [] [] [] [] [] [] NOM : Adresse : Tél : Mél : Personne à contacter : N° de CAP (le cas échéant) : Opération d'élimination / valorisation prévue (code D/R) :
3. Dénomination du déchet Rubrique déchet : [] [] [] [] [] [] Consistance : <input type="checkbox"/> solide <input type="checkbox"/> liquide <input type="checkbox"/> gazeux Dénomination usuelle : 4. Mentions au titre des règlements ADR, RID, ADN, IMDG (le cas échéant)	
5. Conditionnement : <input type="checkbox"/> benne <input type="checkbox"/> citerne <input type="checkbox"/> GRV <input type="checkbox"/> fût <input type="checkbox"/> autre (préciser) : Nombre de colis :	
6. Quantité : <input type="checkbox"/> réelle <input type="checkbox"/> estimée : tonne(s)	
7. Négociant (le cas échéant) N° SIRET : [] [] [] [] [] [] [] [] NOM : Adresse : Tél : Mél : Personne à contacter :	Reçu n° : Limite de validité : Personne à contacter : Tél : Mél : Fax :

- À REMPLIR PAR LE COLLECTEUR-TRANSPORTEUR -

8. Collecteur-transporteur N° SIRET : [] [] [] [] [] [] [] [] NOM : Adresse : Tél : Mél : Personne à contacter :	Reçu n° : Limite de validité : Mode de transport : Date de prise en charge : / / Signature : <input type="checkbox"/> Transport multimodal (Cadres 20 et 21 à remplir)
---	---

- DÉCLARATION GÉNÉRALE DE L'ÉMETTEUR DU BORDEREAU -

9. Déclaration générale de l'émetteur du bordereau Je soussigné certifie que les renseignements portés dans les cadres ci-dessus sont exacts et établis de bonne foi. Date : / / NOM : Signature et cachet :

- À REMPLIR PAR L'INSTALLATION DE DESTINATION -

10. Expédition reçue à l'installation de destination N° SIRET : [] [] [] [] [] [] [] [] NOM : Adresse : Personne à contacter : Quantité réelle présentée : tonne(s) Date de présentation : / / Lot accepté : <input type="checkbox"/> oui <input type="checkbox"/> non Motif de refus : Signature : Date : / / Signature et cachet :	11. Réalisation de l'opération Code D/R : Description : Je soussigné certifie que l'opération ci-dessus a été effectuée NOM : Date : / / Signature et cachet :
12. Destination ultérieure prévue (dans le cas d'une transformation ou d'un traitement aboutissant à des déchets dont la provenance reste identifiable le nouveau bordereau sera accompagné de l'annexe 2 du formulaire CERFA n°12571*01) Traitement prévu (code D/R) : N° SIRET : [] [] [] [] [] [] [] [] NOM : Adresse : Personne à contacter : Tél : Mél : Fax :	

L'original du bordereau suit le déchet.

Afin d'assurer la traçabilité des déchets dangereux et de constituer une preuve de leur élimination le bordereau de suivi des déchets (BSDD) est obligatoirement rempli par tous les intermédiaires. VNF en tant que producteur ou détenteur de déchets dangereux est tenu d'émettre un bordereau de suivi des déchets au moment de la prise en charge des déchets. De manière courante, l'émission du bordereau est réalisé par le collecteur pour le compte du client.

Exemptions

Ne sont pas soumis à l'obligation d'émettre un bordereau de suivi :

1. les personnes qui remettent des huiles usagées à des ramasseurs agréés ;
2. les personnes qui remettent un véhicule hors d'usage à une installation de traitement agréée ;
3. les personnes qui ont notifié un transfert transfrontalier de déchets ;
4. les personnes qui sont admises à déposer des déchets dangereux dans des déchèteries ou qui les remettent à un collecteur de petites quantités de déchets dangereux ;
5. les personnes qui remettent des piles et accumulateurs usagés aux personnes tenues de les reprendre ou aux organismes auxquels ces personnes ont transféré leurs obligations ;
6. les personnes qui remettent des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) aux personnes tenues de les reprendre ou aux organismes auxquels ces personnes ont transféré leurs obligations.

Dans les cas 1, 2 et 3, ce sont des documents officiels spécifiques qui permettent d'assurer la traçabilité des déchets concernés.

Dans les cas 4, 5 et 6, le bordereau de suivi des déchets sera émis par le collecteur de petites quantités (+ Annexe 1) ou le gestionnaire de la déchèterie ou organisme agréé pour la collecte des piles/accumulateurs /DEEE.

Remplissage du BSDD

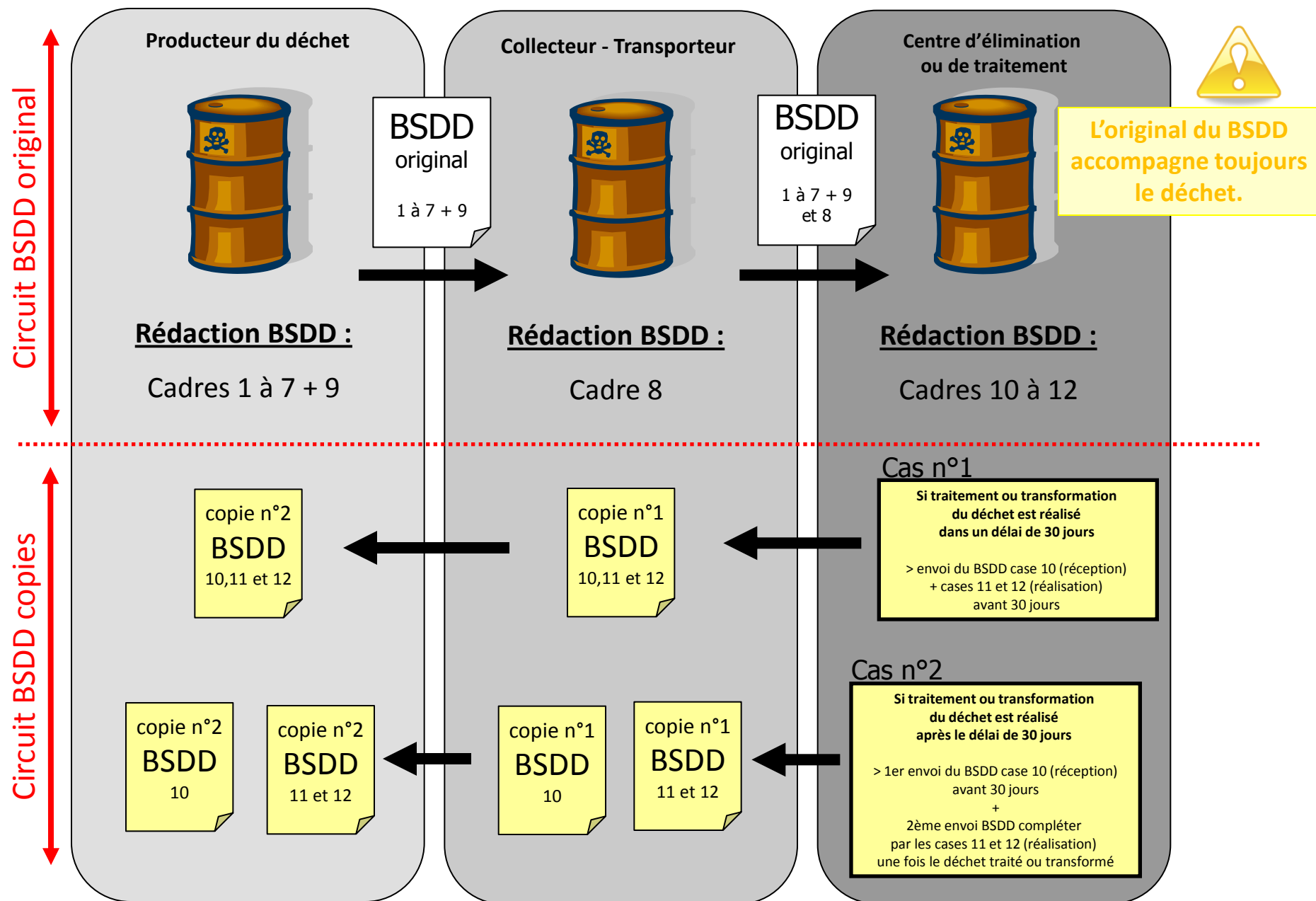
■ L'émetteur = producteur du déchet (dans le cas général)

■ Le transporteur

■ Le centre de traitement

Cas particuliers

BSD « suite »	En cas d'entreposage provisoire ou de reconditionnement Cette « suite », émise si la case « oui » est cochée dans le cadre 2, précise l'opération intermédiaire d'entreposage ou de reconditionnement, la destination finale ainsi que les conditions de réexpédition -> garantit la traçabilité de l'ensemble de la chaîne
Annexe 1	A joindre au bordereau de suivi en cas de collecte de petites quantités de déchets relevant d'une même rubrique.
Annexe 2	A joindre au bordereau de suivi lors d'une réexpédition après transformation ou traitement aboutissant à des déchets dont la provenance reste identifiable.



Le registre de suivi des déchets retrace **par ordre chronologique l'ensemble des opérations relatives à la gestion des déchets** (production, expédition, réception ou traitement).

Déchets concernés ?

Depuis le 1^{er} décembre 2005, la traçabilité des déchets dangereux et radioactifs destinés à être traités dans certaines installations classées était assurée par la tenue du registre. Le décret n°2011-828 du 11 juillet 2011 étend l'obligation de tenue d'un registre à l'ensemble des déchets, qu'ils soient **dangereux ou non**.



Tous les déchets produits ou récupérés sur le DPF et évacués, sont à inscrire dans le registre de suivi des déchets, à l'exception des déchets remis au service public de collecte des déchets, à savoir :

- les ordures ménagères et assimilés collectés en porte-à-porte ou en point d'apport volontaire, et
- les déchets recyclables collectés en porte-à-porte ou en point d'apport volontaire.

Durée de conservation ?

Le registre doit être conservé au moins pendant 3 ans.

Forme ?

Les registres peuvent être contenus dans un document papier ou informatique.

Contenu ?

Les informations contenues dans les registres varient selon les acteurs de la filière (producteurs ou expéditeurs, collecteurs ou transporteurs, négociants, exploitants d'installations de transit, regroupement ou traitement). Elles sont précisées par l'arrêté du 29 février 2012.

Détail du contenu du registre pour les établissements produisant et expédiant des déchets

Le registre des déchets contient au moins, pour chaque flux de déchets sortants :

- la nature du déchet sortant et le code associé dans la nomenclature déchets ;
- la date de l'expédition du déchet ;
- la quantité du déchet sortant ;
- le cas échéant, le numéro des bordereaux de suivi des déchets émis ;
- le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;
- le nom et l'adresse du ou des transporteurs prenant en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé (R. 541-53 du CE) ;
- le code de traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié (selon annexe I et II de la directive du 19 novembre 2008) ;
- la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement.

8. Traçabilité réglementaire des déchets

Registre de suivi des déchets – Modèle suggéré par VNF

Le modèle ci-dessous

Date d'expédition du déchet 1	Nature du déchet 2	Code nomenclature 3	Origine 4	Quantité 5			Responsable de l'enlèvement 6	Transporteurs N° récépissé 7	Preuve de dépose ou d'enlèvement 8	Lieu de dépôt intermédiaire 9	Retour BSDD 10		Installation finale de traitement ou d'élimination 11	Type de traitement 12	Code de traitement (Annexe I et II de la directive 19/11/2008) 13
				Kg	T	m³						NC			
13/02/2013	Béton	17 01 01	CE de ...			0,5	Monsieur ...			Déchèterie		X			
15/03/2013	Chiffons souillés	15 02 02*	CE de ...	20			Monsieur ...				Oui				D10
17/03/2013	Déchets verts	20 02 01	Subdivision de ...	900			Monsieur ...				Oui				R12

1 : Date d'évacuation des déchets. *Le registre doit être tenu de manière chronologique.*

2 : Désignation du déchet

3 : Code nomenclature – cf. page 11

4 : Provenance précise du déchet (site, chantier, écluse, bief...)

5 : Quantité du déchet évacué en poids ou volume. Relever l'information inscrite sur les bons d'enlèvements, de dépôts ou bordereaux ou faire une estimation.

6 : Nom de la personne ayant évacué ou fait évacuer le déchet.

7 : Nom et adresse du transporteur qui prend en charge le déchet + numéro de récépissé inscrit

Exception : pas de déclaration pour le transport :

- d'huile par des ramasseurs agréés
- d'équipements usagés lors d'une reprise fournisseur (électroménagers, mobilier, pneus....)
- de déchets inertes (terres non souillées, briques, béton, tuiles, céramiques, déchets de démolition propres et triés gravats, pierres...)
- de déchets non dangereux < 0,5 t / chargement
- de déchets dangereux < 0,1 t / chargement

8 : Preuve de dépôt ou d'enlèvement du déchet : contrat, facture, bon de dépôts, main courante, Bordereau de suivi des déchets (N° du BSDD), carnet triplicata...

9 : Nom et adresse de l'installation où est envoyé le déchet (déchèterie, fournisseurs, centre de regroupement des déchets, broyeurs....)

10 : *Cette case permet de suivre le retour des BSDD complétés à VNF. Pour information, l'éliminateur a l'obligation de retourner sous 1 mois le BSDD au producteur.*

Dans tous les cas où l'émission d'un BSDD n'est pas obligatoire, vous devez cocher la case « NC – Non concerné ».

11 : Nom et adresse de l'installation finale de traitement et/ou d'élimination des déchets, si possible. *Information inscrite après retour des BSDD pour les déchets dangereux.*

12 : Type de traitement **final** du déchet à renseigner si possible :

- Préparation en vue de la réutilisation
- Recyclage
- Valorisation entre autre énergétique
- Élimination

13 : Code de traitement qui va être opéré dans l'installation vers lequel le déchet est expédié - à renseigner si possible – cf. annexe 1 : *inscrire le code noté dans les BSDD*

8. Traçabilité réglementaire des déchets

Registre de suivi des déchets - Code européen d'élimination et de valorisation

OPÉRATIONS D'ÉLIMINATION

- D1** : Dépôt sur ou dans le sol (par exemple, mise en décharge)
- D2** : Traitement en milieu terrestre (par exemple, biodégradation de déchets liquides ou de boues dans les sols)
- D3** : Injection en profondeur (par exemple, injection de déchets pompables dans des puits, des dômes de sel ou des failles géologiques naturelles)
- D4** : Lagunage (par exemple, déversement de déchets liquides ou de boues dans des puits, des étangs ou des bassins)
- D5** : Mise en décharge spécialement aménagée (par exemple, placement dans des alvéoles étanches séparées, recouvertes et isolées les unes des autres et de l'environnement)
- D6** : Rejet dans le milieu aquatique, sauf l'immersion
- D7** : Immersion, y compris enfouissement dans le sous-sol marin
- D8** : Traitement biologique non spécifié ailleurs dans la présente annexe, aboutissant à des composés ou à des mélanges qui sont éliminés selon un des procédés numérotés D 1 à D 12
- D9** : Traitement physico-chimique non spécifié ailleurs dans la présente annexe, aboutissant à des composés ou à des mélanges qui sont éliminés selon l'un des procédés numérotés D 1 à D 12 (par exemple, évaporation, séchage, calcination)
- D10** : Incinération à terre
- D11** : Incinération en mer
- D12** : Stockage permanent (par exemple, placement de conteneurs dans une mine)
- D13** : Regroupement ou mélange préalablement à l'une des opérations numérotées D 1 à D 12 (*)
- D14** : Reconditionnement préalablement à l'une des opérations numérotées D 1 à D 13
- D15** : Stockage préalablement à l'une des opérations numérotées D 1 à D 14 (à l'exclusion du stockage temporaire (**), avant collecte, sur le site de production des déchets)

(*) S'il n'existe aucun autre code D approprié, cette opération peut couvrir les opérations préalables à l'élimination, y compris le prétraitement, à savoir notamment le triage, le concassage, le compactage, l'agglomération, le séchage, le broyage, le conditionnement ou la séparation, avant l'exécution des opérations numérotées D 1 à D 12.

(**) on entend par stockage temporaire, le stockage préliminaire avant enlèvement

OPÉRATIONS DE VALORISATION

- R1** : Utilisation principale comme combustible ou autre moyen de produire de l'énergie (*)
- R2** : Récupération ou régénération des solvants
- R3** : Recyclage ou récupération des substances organiques qui ne sont pas utilisées comme solvants (y compris les opérations de compostage et autres transformations biologiques) (**)
- R4** : Recyclage ou récupération des métaux et des composés métalliques (***)
- R5** : Recyclage ou récupération d'autres matières inorganiques
- R6** : Régénération des acides ou des bases
- R7** : Récupération des produits servant à capter les polluants
- R8** : Récupération des produits provenant des catalyseurs
- R9** : Régénération ou autres réemplois des huiles
- R10** : Épandage sur le sol au profit de l'agriculture ou de l'écologie
- R11** : Utilisation de déchets résiduels obtenus à partir de l'une des opérations numérotées R 1 à R 10
- R12** : Échange de déchets en vue de les soumettre à l'une des opérations numérotées R 1 à R 11 (****)
- R13** : Stockage de déchets préalablement à l'une des opérations numérotées R 1 à R 12 (à l'exclusion du stockage temporaire (*****), avant collecte, sur le site de production des déchets)

(*) Cette opération inclut les installations d'incinération dont l'activité principale consiste à traiter les déchets municipaux solides (fonction du rendement énergétique)

(**) Cette opération comprend la gazéification et la pyrolyse utilisant les produits comme produits chimiques

(***) Cette opération comprend le nettoyage des sols à des fins de valorisation, ainsi que le recyclage des matériaux de construction inorganiques.

(****) S'il n'existe aucun autre code R approprié, cette opération peut couvrir les opérations préalables à la valorisation, y compris le prétraitement, à savoir notamment le démantèlement, le triage, le concassage, le compactage, l'agglomération, le séchage, le broyage, le conditionnement, le reconditionnement, la séparation, le regroupement ou le mélange, avant l'exécution des opérations numérotées R 1 à R 11.

(*****) : on entend par stockage temporaire, le stockage préliminaire avant enlèvement

Décret n°2005-635 du 30 mai 2005 (article 4)
Arrêté du 29 juillet 2005



Page n°

[illegible]

- À remplir par l'entreprise de travaux -

2. Entreprise de travaux : Qualification : _____ N° registre du commerce : _____ N° SIRET : _____		Adresse, téléphone, fax, mail : _____ Responsable : _____	
Consistance du déchet : Soude : _____ Autre (préciser) : _____ Solide : _____ Pulvérulent : _____		Mentions au titre des règlements ADR/RID/ADNR/IMDG (le cas échéant) :	
Date de remise au transport : _____ Quantité en tonnes remise au transport : <input type="checkbox"/> réelle = _____ <input type="checkbox"/> estimée = _____	Conditionnement : nombre de colis _____ Palettes filmées _____ Rack _____ Double-pacs chargés en GC ou GRV _____ Autre (préciser) : _____ (numéros des scellés (amiante libre uniquement)) : _____	Entreposage provisoire : <input type="checkbox"/> OUI (remplir cadres 6 et 7) <input type="checkbox"/> NON Transport multimodal : <input type="checkbox"/> OUI (remplir cadres 8 et 9) <input type="checkbox"/> NON	
Atteste l'exactitude des renseignements ci-dessus		Date et signature de l'entreprise de travaux : _____ Date et signature du collecteur-transporteur : _____	

- À remplir par le collecteur-transporteur -

[illegible]

- À remplir par l'éliminateur après réception -

4. Éliminateur	Adresse, téléphone, fax, mail :
Quantité reçue en tonnes :	Responsable :
Lot accepté : <input type="checkbox"/> OUI <input type="checkbox"/> NON	Date et motif de refus :
Date de réception :	Signature de l'éliminateur :

- À remplir par l'éliminateur après opération d'élimination -

5. Réalisation de l'opération : <input type="checkbox"/> site de stockage pour déchets dangereux <input type="checkbox"/> vitrification <input type="checkbox"/> site de stockage pour déchets non dangereux en casier dédité (interdit pour les déchets d'amiante libre) <input type="checkbox"/> site de stockage pour déchets inertes en casier dédité (interdit pour les déchets d'amiante libre)	
Date de réalisation de l'opération :	Signature de l'éliminateur :

L'original du bordereau suit le déchet.

L'éliminateur



**Quel que soit le
conditionnement choisi, il
devra y figurer l'étiquetage
"amiante"**



8. Traçabilité réglementaire des déchets

Bon d'enlèvement des huiles usagées

BON D'ENLEVEMENT D'HUILES USAGEES

Logo du
ramasseur
agréé

Raison sociale (capital, siège social, RCS, code NAF)

1. DETENTEUR/CLIENT

NOM : _____

ADRESSE : _____

☐ Garages, Centres Autos... ☐ Transport ☐ Industriels ☐ Exploitations et Garages Agricoles

☐ Collectivités ☐ Travaux publics et autres détenteurs ☐ Conteneurs-Déchetteries ☐ Armée

☐ Démolition auto et traitement filtres...

Quantité enlevée : Volume : _____ (litres) Poids : _____

Type d'huile : ☐ Moteurs ☐ Industrielles Noires ☐ Industrielles Claires

Echantillons référencés sous le numéro : XXXX

2-1. RAMASSEUR AGRÉÉ PAR LA PRÉFECTURE DU DÉPARTEMENT DU LIEU DE COLLECTE
ENLEVEMENT EFFECTUÉ SELON LA LÉGISLATION EN VIGUEUR

ADRESSE (CACHET) :

XXXX A

XXXX B

Chauffeur : _____ Véhicule : _____ N° Cuve Dépôt : _____
(facultatif)

Date de collecte : _____

Nous soussignés attestons l'exactitude des renseignements ci-dessus. Le détenteur/client ou son représentant reconnaît que le prélèvement a été effectué de façon contradictoire et qu'il a été réparti en deux échantillons dont l'un lui a été remis conformément aux conditions générales figurant au verso, conditions générales dont il reconnaît avoir pris connaissance et les avoir acceptées. Le détenteur reconnaît avoir pris connaissance des dispositions de la réglementation en vigueur annexées aux conditions générales.

Signature du ramasseur agréé

Cachet et signature du détenteur/client ou
son représentant

Lors d'un enlèvement, le ramasseur doit systématiquement remettre au détenteur un bon d'enlèvement sous la forme suivante. Par mesure dérogatoire, il fait office de bordereau de suivi des déchets.

Chaque enlèvement doit faire l'objet d'un double échantillonnage contradictoire avant mélange avec tout autre lot en vue de rechercher le responsable en cas de pollution du lot par des polychlorobiphényles (PCB).

Les huiles usagées ne doivent pas être mélangées à d'autres liquides car le mélange génère un risque d'introduction de produits toxiques ou difficiles à éliminer. Ceci peut compromettre leur recyclage et la gratuité du service (cas notamment des huiles moteurs usagées).

Les liquides à proscrire sont notamment :



Huiles de vidange



**Huiles
de friture**



**Solvants,
diluants**



Eau



**Liquides de
refroidissement**



**Liquides
de freins**



**Acides
de batteries**